



HORIA und GLOSCA, Anführer d. Matassischen Rebellen
im Jahr 1785

Quand les Roumains de Transylvanie luttèrent pour la liberté: la révolution de Horia (1784 - 1785). Horia et Closca d'après une gravure de l'époque.

LE CINQUANTENAIRE DE LA TRANSYLVANIE ROUMAINE

Le 1er Décembre 1968, les Roumains commémorent le cinquantenaire du rattachement de la Transylvanie à la Mère-Patrie.

Berceau du peuple roumain, la Transylvanie fait — depuis près de deux millénaires — partie intégrante de son aire d'expansion ethnique dans le Sud-Est de l'Europe; cette contrée est liée, avec la puissance d'un symbole, au reste de la Dacie ancestrale.

L'îlot latin compact que constitue la nation roumaine, à partir des confins occidentaux de la Transylvanie jusqu'à la Mer Noire, à travers les Carpathes et en longeant le bas-Danube, a déjà prouvé sa précieuse vitalité; aux grandes heures de l'Histoire, les Roumains surent en effet faire cause commune avec ceux qui ont vaillamment défendu et promu les principes de base de la civilisation et du progrès. Les luttes et les sacrifices ayant accompagné le processus de leur émancipation nationale et sociale font aujourd'hui également l'objet d'un pieux hommage.

Il importait donc que la signification réelle et profonde de l'union de tous les Roumains fût rappelée, que son sens historique fût mis en évidence aux yeux, non seulement des Roumains et de leurs amis éprouvés, mais de tous ceux qui entendent respecter et servir la justice et la paix. Ceci, en tant que facteur fondamental et décisif de la stabilité politique du bassin danubien et de la sécurité collective régionale et européenne.

* * *

La Transylvanie a formé l'objet d'innombrables études. Pourtant, ou à cause de cela peut-être, son passé historique et politique, ses problèmes, restent peu ou mal connus, parfois les confusions étant délibérément entretenues. Interprétée, son histoire change ainsi par moments d'aspects, pour devenir une archive providentielle où l'on puise de faux arguments à l'appui de plaidoyers *pro domo sua*.

Il s'agit d'un pays riche et par conséquent convoité; d'une véritable citadelle naturelle, qui — de par ce fait et la situation qu'elle occupe en Europe centrale — acquièrent une importance stratégique exceptionnelle. Il s'agit en outre d'un pays longtemps soumis —

— à cause de vicissitudes politiques diverses — à l'hégémonie de puissance étrangères, qui, au cours des siècles, y ont amené et installé des populations allogènes par rapport à la grande masse de ses habitants. Une histoire mouvementée, des luttes sociales et nationales pour la suprématie et la libération, un esprit et un « climat » spécifiques à toute la région de l'ancienne Dacie, — autant d'éléments qui rendent le « phénomène » transylvain et les problèmes qu'il accuse intéressants voire captivants. Les questions ethniques s'y ajoutent, souvent indument, pour apporter dans les débats la passion. C'est pourquoi un examen sans partialité est toujours utile.

Dans la conjoncture actuelle, par ailleurs, on est obligé d'envisager la question également sous l'angle de l'organisation de la coopération européenne. Au cœur d'une Europe que se veut et doit être unie, la collaboration entre les peuples danubiens constitue un impératif inexorable, en vue de la consolidation de l'ordre et de la sécurité dans la région centrale et sud-orientale du Continent.

* * *

La Transylvanie est la province occidentale de la Roumanie, située au Sud-Est de l'Europe, entre 22°20' et 24°20' longitude Est du méridien de Greenwich et 45°16' et 47°42' latitude Nord, elle constitue le point de liaison entre l'Europe centrale et les Balkans.

Le nom de Transylvanie (*Transylvania*) dérive du nom latin *Ultrasilvania* (« pays au-delà de la forêt ») qui remonte au XIIe siècle. Il est utilisé indistinctement, aussi bien pour désigner la Transylvanie proprement-dite, que le territoire plus vaste qui comprend, outre cette dernière, les régions adjacentes du Banat, de la Crisana et du Maramures.

Dans ce dernier sens, la Transylvanie a une superficie de 102.200 km², ainsi répartis: Transylvanie proprement-dite 57.807, Banat 18.393, Crisana 17.717 et Maramures 8.283.

La population de la Transylvanie était, au recensement de 1930, de 5.545.475 habitants, de race dominante alpine et méditerranéenne. Sa densité était de 55.6 pour la Tran-

sylvanie proprement-dite, de 50,6 pour le Banat et de 54,3 pour la Crisana et la Maramures, donnant une moyenne de 52,5 par km².

Selon les recherches effectuées, il existe en Transylvanie une parfaite unité en ce qui concerne le groupe sanguin de la population, et c'est autour de celui-ci que se groupe l'ensemble du peuple roumain.

La population totale de la Transylvanie s'élevait, après l'union de 1918, à 5.545.475 habitants, pour 23 départements, 138 arrondissements, 8 villes-municipalités, 41 villes et 4.087 villages.

Sur ce total, la population urbaine comptait 963.418 (soit 17,4%) et la population rurale 4.582.057 (soit 82,6%) habitants.

Du point de vue ethnique, la population entière se répartissait comme suit.

Roumains	3.297.438	(57,8 %)
Hongrois	1.352.753	(24,4 %)
Allemands	543.767	(9,8 %)
Juifs	178.333	(3,2 %)
Autres	263.184	(4,8 %)

En ce qui concerne la répartition par groupes ethniques des populations urbaine et rurale, elle présentait l'aspect suivant:

Population rurale (4.582.057 = 82,6%)

Roumains	2.870.682	(62,6 %)
Hongrois	987.745	(21,6 %)
Allemands	416.831	(9,1 %)
Autres	306.799	(6,7 %)

Population urbaine (963.418 = 17,4%)

Roumains	336.756	(35,0 %)
Hongrois	365.008	(37,9 %)
Allemands	126.936	(13,2 %)
Autres	134.718	(13,9 %)

Deux faits ressortent de ce dernier tableau: premièrement, que la population rurale roumaine était exceptionnellement importante, et deuxièmement que la concentration urbaine de la minorité magyare était assez élevée. Plus d'un quart des Hongrois habitaient les villes, tandis que les Roumains citadins atteignaient à peine 1/10 de leur nombre total.

Pour expliquer ce phénomène démographique, il faut considérer tout d'abord que la pourcentage urbain magyar était aidé dans une mesure appréciable par la proportion non roumaine qu'offrent les trois chefs-lieux d'arrondissement et les villes du « Pays székler ». A ce fait s'ajoutaient des facteurs d'ordre historique, politique et économique. L'histoire de la Transylvanie est le témoignage de l'oppression à laquelle le peuple roumain fut soumis durant près de six siècles.

Cette oppression organisée empêcha le paysan roumain, dont la condition économique était par ailleurs — pour les mêmes raisons — précaire, de se diriger vers les centres urbains peuplés.

* * *

La présence de l'homme (du type dolicho-céphale) est constatée en Transylvanie — d'après les recherches existantes — environ quarante mille ans avant Jésus-Christ. Aux époques paléolithique, néolithique et énéolithique, les populations y ont des habitations fixes et présentent une véritable culture ayant le même caractère dans tout le bassin des Carpathes.

A partir de l'Age de bronze (1800/1700 — XIe s. av. J.C.), la civilisation en Transylvanie paraît être florissante, et dès les débuts de cette époque on y enregistre l'existence du premier peuple dont on ait eu des vestiges certains: les Thraces.

A l'Age de fer, durant les périodes scythique, celtique et dace, la Transylvanie est soumise à d'importantes migrations de peuples: Cimmériens, Scythes, Agathyrses, s'y établissent, mais seront avec le temps absorbés par les Thraces.

Plus tard (IIIe s. av. J. C.), les Celtes y apporteront la civilisation occidentale, facilitant la création de petits duchés daco-gètes, dont la présence ne laisse subsister aucun doute.

Avec la diminution de la pression celtique et après une longue période de prospérité, le roi Burébiste réussit à accomplir l'union des Daces autochtones (branche des Thraces) dans un royaume comprenant la Transylvanie et le Banat. La puissance de cette organisation politique et le grand développement de la culture dace ne tardèrent pas à inquiéter les Romains, menacés dans leurs positions de Mésie (au Sud du Danube), surtout après que le roi Décébal eût uni aux Daces les populations gètes de l'Est et du Sud des Carpathes, étendant son empire du Noricum au bas-Danube et au-delà du Dniester.

Les guerres de harcèlement menées par Domitien étant restées sans résultat, Trajan entreprit une grande expédition de conquête (101) qui se termina — après un armistice de deux ans (103-104) et une farouche résistance dace — par l'anéantissement des armées de Décébal et la soumission de la Dacie (106). Celle-ci fut annexée à l'Empire romain et organisée en une province, comprenant la Transylvanie, le Banat et l'Olténie.

Un peu plus tard, en 120, la province fut divisée, du point de vue administratif, en deux parties: la *Dacia superior*, entre la vallée de la Somes, les Carpathes orientales et la rivière Alutus (Olt), et la *Dacia inferior* comprenant le territoire du Banat. Puis, en 158, on subdivisa le pays en trois régions administratives: *Dacia Porolissenis* (Transylvanie septentrionale), *Dacia Apulensis* (Transylvanie méridionale et Olténie) et *Dacia Malvensis* (le Banat).

L'importance stratégique de la nouvelle province *Dacia* et la désagrégation intérieure qui suivit la chute du royaume dace, firent que le processus de romanisation y fut aisé, rapide et profond. Grâce à l'intense romanisation, ainsi qu'aux bienfaits d'ordre économique dont elle s'accompagnait, la *Dacie* devint, sous la domination romaine qui a duré 165 ans, une province exceptionnellement prospère, méritant le surnom de *Dacia felix*.

Dès 212, les Daces devenant — conformément aux dispositions de la Constitution Antoniana — des citoyens de l'Empire romain, ils adoptèrent entièrement la vie romaine. Il fut donc naturel que leurs institutions, leurs traditions et coutumes, leur culte et jusqu'à leur langue, se soient perdus en grande partie puis, petit à petit, intégralement. Ainsi donc, les Daces n'ont point « disparu », mais se sont romanisés, ce mélange ethnique ayant donné naissance au peuple roumain.

* * *

L'unité nationale de la *Dacie* était toutefois reconnue son unité politique commençait à se montrer comme une nécessité. C'est ainsi que l'on constate encore, au début du XVII^e siècle, la même tendance à réunir les trois principautés roumaines. Gabriel Bethlen, qui monta sur le trône de Transylvanie après la mort de Bathory (1613), poursuivit par diverses alliances occidentales la création d'une « *Dacie protestante* », englobant la Transylvanie, la Moldavie et la Valachie. Moins utopique fut le plan de Basile Lupu, prince de Moldavie (1634-1653), qui, dans un but analogue, moins le caractère religieux, déploya une action diplomatique soutenue auprès de la Porte, à laquelle il s'efforçait de démontrer que la principauté de Transylvanie était habitée dans sa plus grande partie par des Roumains.

Les tentatives d'union se sont heurtées aux intérêts des grandes puissances et aux intrigues de la diplomatie européenne, mais

leur signification reste néanmoins importante.

Vers la fin du XVII^e siècle, la lutte de l'Europe chrétienne contre les Turcs amena l'affaiblissement de ceux-ci et finalement leur expulsion des portes de Vienne (1683) et de Hongrie (1686).

L'expérience de la domination ottomane avait été trop douloureuse et le danger que représentait encore la puissance de la Porte trop imminent, pour que — devant l'éventualité d'une nouvelle poussée des infidèles — l'Autriche ne cherche point à consolider l'Orient chrétien dans le cadre de ses propres frontières élargies. Le nouveau plan de défense visait, naturellement et en premier lieu, la Transylvanie; dans les circonstances données, Vienne n'eut pas trop de difficulté à obtenir, de la part du prince Michel Apaffy, la reconnaissance de la « protection » de l'empereur (1688). Celle-ci fut approuvée par la Diète de Fagaras.

Ainsi, avant même que la paix de Carlowitz (1699) eût reconnu la domination de la Maison d'Autriche en Transylvanie, elle existait déjà comme un fait accompli. L'autonomie de la principauté fut quand même respectée et proclamée solennellement par le Diplôme Léopoldin (1691).

L'expansion autrichienne devait s'étendre en 1716 sur le Banat également. Cette annexion, comme celle de l'Olténie, fut consacrée par la paix de Passarowitz (1718), après laquelle s'entreprit la colonisation des Souabes dans le Banat.

* * *

Le royaume de Roumanie entra en guerre, aux côtés des Alliés, le 15 Août 1916.

Après une rude campagne et la défaite des puissances centrales, le 1er Décembre 1918, la Grande Assemblée Nationale Roumaine d'Alba-Iulia proclama le rattachement au royaume de Roumanie, de la Transylvanie, du Banat, de la Crisana et du Maramures. Puis, le 8 Janvier 1919 à Medias, et le 10 Août 1919 à Timisoara, les Saxons et les Souabes, respectivement, demandèrent également que ces contrées reviennent au sein de la Grande Roumanie.

Pendant que se déroulaient les dernières phases de la guerre, la campagne de Transylvanie et l'occupation de Budapest par les armées roumaines, la province fut provisoirement administrée par un « Conseil Dirigeant » ayant son siège à Sibiu. Enfin, le 20 Novembre 1919, le premier parlement de la Roumanie réintégrée se réunit à Bucarest.

INDEPENDANCE YUGOSLAVE

Il y a quelques mois, dans son numéro de février 1968 le BULLETIN EUROPEEN publiait un article intitulé « Le sage Tito ». A l'heure actuelle les événements semblent donner raison à l'auteur de cet article qui soulignait l'opportunité des réformes adoptées en Yougoslavie, la prudence et la largeur de vue du chef de gouvernement yougoslave. Alors que la Tchécoslovaquie a été obligée de s'agenouiller devant l'URSS, la Yougoslavie n'est, pour l'heure, que menacée. Bien qu'elle ait choisi en toute indépendance sa propre voie, bien qu'elle se refuse catégoriquement à suivre les directives imposées du Kremlin aux autres pays socialistes, nul, depuis Jalta, dont elle avait refusé de reconnaître les accords, n'a songé à tenter de la soumettre. Pratiquement on peut dire que la Yougoslavie est à l'heure actuelle le seul pays du monde qui soit vraiment libre: libre de toute imposition, de toute influence. Quel danger court-elle? Et comment réagirait-elle, si les menaces qui pèsent sur elle se précisaient? C'est à ces questions et à bien d'autres qu'a répondu le maréchal Tito dans l'interview sensationnelle qu'il a accordée à Raymond Tournoux et qui a été publiée par la revue française PARIS MATCH dans son numéro du 16 novembre 1968 sous le titre « Guerre ou Paix? ».

Nous nous permettons de souligner ci-dessous l'importance de certaines de ces déclarations.

Le maréchal Tito — de son vrai nom Josip Broz, est actuellement âgé de 77 ans. Il partage avec le général de Gaulle le privilège d'une robuste vieillesse qui lui permet de bénéficier des bienfaits incalculables d'une longue expérience désormais affranchie de toute agitation et de toute ambition personnelle. Quand les qualités de l'esprit ne sont pas entravées par la déchéance physique on peut dire qu'un homme âgé est un homme sage: le chancelier Adenauer en fut lui aussi un bel exemple. Mais la prudence chez Tito comme chez le général de Gaulle,

n'exclut pas l'énergie: à la suite des événements tchécoslovaques, n'a-t-il pas mobilisé et déclaré à l'ambassadeur soviétique: « Nous nous défendrons les armes à la main »?.

Il précise dans son interview à Raymond Tournoux: « En avril dernier, à Moscou, j'ai tenu à Brejnev et aux dirigeants soviétiques le langage suivant: *Toute tentative de résoudre par la force les problèmes de la Tchécoslovaquie entraînerait des conséquences graves, incalculables, pour la Tchécoslovaquie*

TRANSYLVANIE

On sait qu'en 1919 l'idée *nationale* avait constitué le principal critérium dans l'établissement du statut politique et territorial de l'Europe. Plus d'un quart de siècle plus tard, un nouvel impératif s'est présenté à l'attention du monde: l'intérêt de la communauté. Si, par conséquent, à Trianon l'aréopage avait décidé que — du point de vue national — la Transylvanie revenait de droit à la Roumanie, à Paris en 1946, on a démontré en outre que les intérêts de la communauté, l'ordre juridique international et l'éta-

blissement d'une paix durable, sont liés à la même solution. Aucun aspect du développement ultérieur de la situation politique mondiale ne modifie, tant soit peu, la valeur locale des décisions adoptées. C'est donc du point de vue *national* et *international* que la Transylvanie est reconnue par le monde être ce qu'elle est: un pays roumain.

Le Traité de paix entre les Puissances alliées et associées et la Roumanie fut signé à Paris le 10 Février 1947. A la même date, la Hongrie s'engage à reconnaître la pleine valeur des Traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie et la Finlande... ».

et aussi pour l'Union Soviétique. Sans oublier le mouvement ouvrier international ».

Selon le maréchal, qui du reste a clairement condamné après coup l'intervention soviétique à Prague, la Russie « ne peut plus rien contre la Yougoslavie qui fortifie une société socialiste fondée sur l'autogestion. Là bas, en Tchécoslovaquie, les Soviétiques ont voulu empêcher le développement social dont j'ai parlé... ».

Des méthodes inadmissibles

En outre, toujours selon le maréchal, l'intervention militaire est en contradiction flagrante avec les idées de Marx, Engels et Lénine. Et il déclare encore plus explicitement : « ...nous répondrons d'une manière résolue à tout ce qui touche aux questions de principe. Quant à notre position sur la Tchécoslovaquie, nous n'y reviendrons pas. Nous lutterons toujours contre les méthodes inadmissibles, auxquelles il a été recouru contre la Tchécoslovaquie. Cette position est prise, non seulement dans l'intérêt de notre pays, mais aussi dans l'intérêt d'autres pays, socialiste, ou non socialistes.

Je l'ai répété à l'ambassadeur de l'URSS : nous souhaitons des relations normales avec l'Union soviétique, comme avec tous les pays socialistes. Nous souhaitons voir s'élargir la coopération économique. Nous oeuvrons pour le développement de la coopération dans tous les domaines où elle est possible, sur une base d'égalité et de respect réciproques. *En un mot, nous maintiendrons notre position de pays socialiste totalement indépendant.* Et nous lutterons pour que soient respectées notre souveraineté, notre indépendance ».

” Je n'ai rien contre les démocraties de type occidental...”

Le maréchal est éminemment tolérant. Il précise en effet : Je n'ai rien contre la démocratie du type occidental — si les peuples de ces pays sont d'accord avec cette forme de démocratie. C'est leur affaire. Voyez-vous, le peuple, c'est évident, aspire à ce que la démocratie ne soit pas seulement formelle, qu'elle tienne compte de l'individu.

Pour moi, l'humanisme est la caractéristique essentielle de la démocratie. Un système véritablement démocratique est celui qui permet à chaque individu de se développer librement, de vivre une vie digne de l'homme.

Mais Tito sait que tous ne font pas preuve de la même largeur de vues, et il avoue craindre, tout comme le général de Gaulle, un conflit mondial. « Car — dit-il — la guerre froide mène à la guerre chaude ».

Les méfaits de Jalta

« Je sais — dit le maréchal Tito — que le général de Gaulle déplore les conséquences de la conférence de Jalta. En ce qui concerne la Yougoslavie, l'accord prévoyait un partage « fifty-fifty » ce qui revenait à faire les comptes sans les payeurs.

Nous avons résolument rejeté un tel accord, conclu au détriment de notre pays. Ce fut la première pierre d'achoppement avec l'Union soviétique. Elle mit Staline très en colère... ».

Pas d'Europe de l'Atlantique à l'Oural

Selon le maréchal Tito — l'Europe de l'Atlantique à l'Oural est une utopie, et une utopie dangereuse. Il déclare en effet :

« Je connais l'idée du général de Gaulle à ce sujet. Je pense que les conditions d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural ne sont pas réelles, actuellement. Il faudrait, non point constituer un bloc de la Manche à l'Oural, mais chercher à résoudre tous les problèmes d'une manière différente, c'est-à-dire par la voie pacifique.

Tout morcellement, toute délimitation de certains territoires paraît sans perspectives. Ce ne sont pas des choses positives. Tôt ou tard, certains conflits seront inévitables. Au surplus, il importe de ne pas perdre de vue la manière dont les Soviétiques considèrent cette idée de l'Atlantique à l'Oural. *Aux yeux de l'Union soviétique, l'Oural ne constitue pas une frontière.* Au-delà, il y a la Sibérie, c'est-à-dire la partie la plus riche de l'Union soviétique ».

L'ALLIANCE ATLANTIQUE

SE RESSERRE CONTRE MOSCOU

La traditionnelle session d'hiver du Conseil ministériel de l'alliance atlantique a été avancée d'un mois pour bien marquer l'émotion causée aux pays membres par l'invasion de la Tchécoslovaquie. La réunion a eu lieu à Bruxelles à la mi-novembre et, comme d'habitude, elle s'est achevée sans déclaration spectaculaire. Toutefois elle suscite des observations qui ne sont pas sans importance: d'une part il n'est plus question, comme auparavant, de réduction équilibrée des forces de part et d'autre du rideau de fer; d'autre part on ne parle plus du retrait de la France du pacte atlantique. Enfin sont à souligner les déclarations faites par les divers ministres. Pour l'Amérique, M. Rusk a affirmé que *l'Autriche et la Yougoslavie appartiennent aux zones intéressant la sécurité de l'OTAN*; pour la Grande Bretagne, M. Stewart

a insisté sur le fait que l'union politique européenne s'impose de plus en plus; M. Brandt, pour l'Allemagne fédérale s'est déclaré contre des réductions unilatérales des forces de l'OTAN; pour la Belgique, M. Pierre Harmel a affirmé que la défense et la détente sont les deux piliers de la politique de l'alliance; enfin, M. Michel Debré a communiqué la décision ferme de la France de demeurer membre de l'alliance. Nous publions ci-dessous le texte intégral du communiqué diffusé à la fin de cette réunion dont le secrétaire général M. Brosio a dit qu'elle était une des plus intéressantes de l'histoire de l'Alliance. On remarquera la modération et en même temps la fermeté du ton qui ont permis de dire qu'il s'agissait d'un "avertissement" à l'URSS, mais sans provocation.

UN « AVERTISSEMENT » : LE COMMUNIQUÉ

PARAGRAPHE PREMIER

Le Conseil de l'Atlantique nord s'est réuni à Bruxelles, en session ministérielle, les 15 et 16 novembre. Les ministres des affaires étrangères et un certain nombre de ministres de la défense et des finances participaient à cette réunion. «Le conseil avait avancé sa réunion ordinaire de fin d'année, prévue pour la mi-décembre, afin de permettre aux ministres d'examiner à une date plus rapprochée la grave situation qu'ont créée l'intervention armée en Tchécoslovaquie et l'occupation de ce pays par les forces de l'Union soviétique et de quatre de ses alliés du pacte de Varsovie».

« Ils ont constaté que les dirigeants soviétiques, avec l'assistance de quatre de leurs alliés avaient délibérément violé ce principe. L'opinion mondiale a été profondément choquée par cette intervention armée effectuée contre la volonté du gouvernement et du peuple tchécoslovaques. Tous les membres de l'alliance ont dénoncé le recours à la force, qui met en cause la paix et l'ordre international ainsi que les principes de la charte des Nations unies » Comme tous les autres peuples, le peuple tchécoslovaques doit être libre de forger son avenir sans ingérence extérieure. Des accords conclus sous l'occupation ne peuvent justifier une remise en cause de cette idée fondamentale.

PARAGRAPHE 2

« Les ministres ont réaffirmé l'intangibilité du principe maintes fois rappelé par tous les Etats, y compris l'U.R.S.S., de l'indépendance de chaque peuple et, en conséquence, de la non-intervention d'un Etat dans les affaires d'un autre Etat.

PARAGRAPHE 3

L'affirmation des dirigeants soviétiques selon laquelle il existerait un droit d'intervention dans les affaires d'autres Etats considérés comme faisant partie d'une prétendue « communauté socialiste » est contraire aux principes fondamentaux de la charte des Nations unies, dangereuse pour la sécurité eu-

ropéenne et a inévitablement suscité de graves inquiétudes. Elle peut faire craindre que la force ne soit de nouveau utilisée dans d'autres cas.

«Le recours à la force ainsi que le stationnement en Tchécoslovaquie de forces soviétiques qui n'y avaient pas encore été déployées ont créé tant en ce qui concerne l'appréciation de la situation qu'au sujet des desseins et des intentions de l'U.R.S.S., une grave incertitude qui oblige les alliés à faire preuve d'une grande vigilance».

PARAGRAPHE 4

«a) Appliquée à l'Allemagne, la politique que l'U.R.S.S. fait découler de sa doctrine d'une prétendue «communauté socialiste» élève de nouveaux obstacles au rapprochement et finalement à l'unification des deux parties de l'Allemagne». De plus, elle serait contraire à la lettre et à l'esprit des accords quadripartites concernant l'Allemagne dans son ensemble.

b) Compte tenu de cette situation, et «prenant en considération les responsabilités particulières des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France, les ministres ont réaffirmé la détermination de l'alliance de persévérer dans ses efforts en vue de contribuer à une solution pacifique de la question allemande, fondée sur la libre décision du peuple allemand et sur les intérêts de la sécurité européenne. Leurs gouvernements ne reconnaissent pas la R.D.A., ils s'opposent à toute prétention qui consacrerait la division de l'Allemagne contre la volonté du peuple allemand».

c) Se référant au communiqué publié le 25 juin 1968, à Reykjavik, les ministres confirment le soutien de leurs gouvernements à la volonté déclarée des trois puissances de sauvegarder la sécurité de Berlin et de maintenir le libre accès à la ville. Ils rappellent la déclaration du conseil atlantique en date du 16 décembre 1958 et les responsabilités assumées par tous les Etats membres en ce qui concerne la sécurité et le bien-être de Berlin. Ils notent avec satisfaction les mesures importantes prises par la République fédérale d'Allemagne, en conformité avec le statut de Berlin pour maintenir la viabilité de la ville. Ils s'associent à la position des trois puissances quant à l'intérêt légitime que le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne porte au bien-être et à la viabilité de Berlin et quant aux liens qui en résultent entre l'un et l'autre sur la base des arrangements en vigueur.

«d) Les ministres s'associent à l'appel lancé par les trois puissances à l'U.R.S.S. pour qu'elle respecte les accords quadripartites concernant Berlin ainsi qu les décisions prises conformément à ces accords par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni».

PARAGRAPHE 5

Les incertitudes nouvelles suscitées par la récente action des Soviétiques se manifestent également dans le bassin méditerranéen. Il y a là une situation qui exige que les alliés poursuivent, par tous les moyens dont ils disposent, leurs efforts en vue de promouvoir dans cette zone la stabilité et une paix juste et équitable, ainsi que la coopération et l'entente mutuelles. En même temps, le développement de l'activité soviétique, en particulier la présence accrue d'unités navales de l'U.R.S.S. en Méditerranée, requièrent une vigilance propre à sauvegarder la sécurité alliée.

PARAGRAPHE 6

Les membres de l'alliance invitent instamment l'Union soviétique, dans l'intérêt de la paix mondiale, à s'abstenir de recourir à la force et de s'ingérer dans les affaires des autres Etats.

Résolus à sauvegarder la liberté et l'indépendance de leurs pays, ils ne pourraient rester indifférents à tout développement qui mettrait en danger leur sécurité.

«Il est évident que toute intervention soviétique ayant une influence directe ou indirecte sur la situation en Europe et en Méditerranée provoquerait une crise internationale aux conséquences graves».

PARAGRAPHE 7

Ces incertitudes nouvelles subsisteront aussi longtemps que les dirigeants soviétiques s'en tiendront à une politique de force. Les alliés demeurent convaincus que leur solidarité politique reste indispensable pour décourager l'agression et les autres formes d'oppression. Ils sont, avant tout, fermement résolus à faire face à leurs responsabilités communes et, conformément au traité, à défendre les membres de l'alliance contre toute attaque armée.

PARAGRAPHE 8

«Les alliés participant au programme de

défense intégrée de l'O.T.A.N. se sont donc trouvés dans l'obligation de réévaluer l'état de leurs défenses. Ils considèrent que la situation créée par les récents événements appelle une réaction collective. La qualité, l'efficacité et le déploiement des forces de l'O.T.A.N. seront améliorés sur le plan des effectifs comme sur celui du matériel, afin d'être mieux à même d'assurer une défense aussi avancée que possible. La qualité des forces de réserve sera également améliorée et leur aptitude à une mobilisation rapide sera accrue.

L'envoi des renforts sur les flancs et le renforcement des forces locales des flancs seront l'objet d'une attention redoublée. Le potentiel classique des forces aériennes tactiques de l'O.T.A.N. sera augmenté. Certaines unités nationales supplémentaires seront mises à la disposition des grands commandements O.T.A.N.. Des mesures particulières ont été approuvées dans chacun de ces domaines pour améliorer le potentiel classique des forces de l'O.T.A.N.. Les ministres ont décidé que la mise en pratique coordonnée de ces mesures et le dégagement de ressources budgétaires supplémentaires dans la mesure nécessaire feraient partie du plan de force-O.T.A.N. qui sera présenté pour décision en janvier 1969 pour 1969-1973. Ils ont également reconnu que la solidarité de l'alliance pouvait être renforcée par la coopération entre ses membres, pour alléger les charges qui découlent des déficits de balance des paiements directement provoqués par les dépenses militaires engagées pour la défense collective.

PARAGRAPHE 9

Les ministres avaient, il y a un an, reconnu dans le rapport sur les tâches futures de l'alliance que celle-ci, tout en maintenant une puissance militaire et une solidarité politique suffisantes pour décourager toute agresseur, devait s'employer à promouvoir une politique de détente. « L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, en portant un grave préjudice à l'espoir de régler les problèmes en suspens qui divisent encore le continent européen et l'Allemagne, et d'établir en Europe un ordre pacifique durable, risque de compromettre certains des résultats déjà obtenus dans le domaine de la détente ». De fait, l'action des cinq membres du pacte de Varsovie a contraint les alliés à réduire la portée et le niveau de leurs contacts avec eux.

PARAGRAPHE 10

Plus précisément, les perspectives de réductions mutuelles et équilibrées de forces ont subi un sérieux recul. Les alliés poursuivent néanmoins, par d'étroites consultations, leurs études et leurs préparatifs en attendant le jour où régnera un climat plus propice à des discussions fructueuses.

PARAGRAPHE 11

« En tout état de cause, l'objectif politique conforme aux valeurs occidentales reste d'établir entre l'Est et l'Ouest des relations sûres, pacifiques et mutuellement avantageuses. Les alliés sont résolus à poursuivre cet objectif, en tenant compte du fait qu'il ne faut pas laisser la recherche de la détente aboutir à une rupture de l'alliance. La recherche de la paix exige des progrès compatibles avec la sécurité de l'Ouest dans les domaines vitaux du désarmement et du contrôle des armements, ainsi que des efforts constants pour résoudre les problèmes fondamentaux qui séparent l'Est de l'Ouest ».

PARAGRAPHE 12

L'alliance de l'Atlantique nord continuera d'être l'indispensable garant de la sécurité et la base essentielle de la réconciliation européenne; aux termes de sa constitution, elle est d'une durée indéfinie. Les événements récents ont démontré de nouveau qu'il est aussi, nécessaire que jamais qu'elle demeure en vigueur. « Le ministre français des affaires étrangères à rappelé pour sa part que, sauf événements qui viendraient à modifier de manière fondamentale les rapports entre l'Est et l'Ouest, le gouvernement français considère que l'alliance doit se poursuivre aussi longtemps qu'elle apparaîtra nécessaire ».

PARAGRAPHE 13

La prochaine réunion du conseil en session ministérielle aura lieu à Washington les 10 et 11 avril 1969.

PARAGRAPHE 14

Le comité des plans de défense, qui s'est réuni en session ministérielle le 14 novembre, tiendra sa prochaine session ministérielle le 16 janvier 1969 à Bruxelles.

EUROPE UNIE POUR LES TELECOMMUNICATIONS SPATIALES

Adoption d'un front commun européen dans les discussions à venir pour l'élaboration du statut définitif des télécommunications

La Conférence Spatiale Européenne, a réunit à Bad Godesberg treize pays — dont certains ne sont guère européens, comme l'Australie et d'autres n'ont guère de vocation spatiale comme... le Vatican ou Monaco.

Le principal résultat de la conférence a été l'adoption d'un front commun de l'Europe dans les discussions qui vont s'ouvrir en février ou mars à Washington pour l'élaboration du statut définitif des télécommunications spatiales, statut qui entrera en vigueur le 1er janvier 1970.

* * *

On connaît la situation; les U.S.A. veulent profiter de leur actuelle supériorité technique pour imposer une définitive hégémonie, et commerciale, et politique, sur l'ensemble des communications mondiales. En 1963, à Londres, une position commune de l'Europe, prônée par la France, a permis de limiter les dégâts et d'obtenir que le régime, alors voté, ne soit que provisoire pour cinq ans. Pour les nouvelles discussions, qui doivent engager définitivement l'avenir, il faudrait une position également commune. Voilà ce qui a été décidé, en principe du moins.

L'unanimité obtenue sur ce principe est déjà une victoire de l'unité européenne et d'une volonté d'indépendance du vieux monde. Mais le résultat le plus intéressant c'est que Londres s'est rallié à l'idée de réseaux « régionaux » ce qui est un résultat capital.

Où les difficultés commencent c'est quand on veut préciser ce qu'est un réseau « régio-

nal ». Un texte a été préparé, fin novembre, à Londres, par la C.E.T.S., qui a été adopté mais qui a fait l'objet de réserves françaises. En effet, un réseau régional y est défini comme desservant un groupe de pays répondant à deux conditions: être « géographiquement compacts » et être « unis par des liens culturels ou économiques ».

Un satellite desservant l'Europe occidentale entrera évidemment dans cette définition. Mais un satellite unissant France et Amérique francophone? Malgré l'interprétation large que certains sont prêts à donner à la notion de « région » autour de la Méditerranée, pourrait-on y inclure le Sénégal ou Madagascar? En tout cas, la condition de « compacité géographique » ne peut s'appliquer à un satellite reliant France et Québec, car on ne peut considérer l'Atlantique comme une mer intérieure. Et la situation sera la même lorsque l'Espagne et l'Amérique latine voudront intensifier, à travers l'espace, leurs liens culturels.

Aussi la France a-t-elle demandé que les deux conditions de « compacité géographique » et de « liens culturels ou économiques » soient reliées par « ou ».

* * *

La Conférence a également étudié les possibilités d'une fusion entre l'E.L.D.O. et l'E.S.R.O. ainsi qu'un programme concret de production industrielle des fusées « Europa ». Mais les discussions se poursuivent encore.

TRANSYLVANIA

On the First of December, 1968, fifty years have been performed from the union of Transylvania with the full-integrated territory of Romania, then victorious at the end of the First World War, after a great lot of pains which she faced with heroism.

The Romanian Academic Society has celebrated this pious anniversary in Rome, at the seat of the European Foundation *Dragan* by a brilliant ceremony, to which have spoken: Monsignor Octavian Bârlea, Chairman of this Society, and Monsignor Aloysius Tautu, the Rector of the Romanian church of Rome, who emphasized the high historical significance of the event.

Dr. Constantin Dragan has pronounced a high moving speech. He pointed out that the Romanians, by fulfilling their greatest national ideal, on the First of December, 1918, by uniting Transylvania to their ancient Realm, have formed a national state, thus succeeding to put in due practice one of the two solutions which have been emerging from the political thought of the Twelfth Century in its beginning, as well for them as for the other European peoples.

The other solution had been preconized by the first political thinker of European shape, who has been a Romanian: AUREL C. POPOVICI. His famous book, published as soon as 1906, had the expressive title of « The United States of the Danube », States which were then comprising only — or better at least — the countries belonging to the Austrian Empire. But Dr. Dragan emphasized that we are to interpret the terms in which were then developed the political ideas of the great Romanian thinker, who had then to suffer many pressures coming from various parts of our continent — and especially from Hungarian spheres — pressures which we are to explain only by the fear which had then seized the spheres on account of the dangers — for their still unjustified privileges, both of race and of class — contained in the new formula of Popovici, formula that could lead to the unity of Europe and, subsequently, would have been able to offer the only defense pos-

sible against the dangers of the too frequent invasions of the West by the East, still represented by the Russians who are still performing what we may hope to consider to be their last invasion of our continent.

Archduke Franz-Ferdinand, whose counselor has been Aurel C. Popovici, meant to appoint him as Chancellor of the Habsburg Empire. The murder of Serajevo put, unfortunately, a tragic end to these hopes. But even now, in the present political climate of the Eastern Europe, the ancient ideas of Aurel C. Popovici are more necessary than evermore.

For the nationalist solution, which has triumphed in 1918 by fulfilling the union, into the borders of a single State, of at last all the peoples of the Eastern Europe, proved itself to be a mere delusion and a mere trap for those peoples, the day when no other European power was able to protect them against the imperialism of the powers of prey.

As averring itself to be unable to protect the freedom and the prosperity of its citizens, the national State seemed to have to be substituted by another solution: that is, by a federative one, which, in the framework of a super-national European State — the United-States of Europe — would be able to preserve and to protect the freedom of its partners and to develop their genuine nationalist and patriotic particularities.

As Aurel C. Popovici has been emphasizing, sixty years ago, in a genuine visionary conception, there are no contradictions between Nationalism and European Federalism, as well there cannot be contradictions between the true Nationalism and the true Democracy.

And Dr. Constantin Dragan ended his speech by forecasting that tomorrow Europe may not emerge otherwise than led by European Nationalism and sustained by European Patriotism, in a frame-work of a greater native country, that will be the native country of tomorrow: Europe.

FORMATION OF THE ROUMANIAN PEOPLE

The Dacians have been under the Roman domination until the year 71 when the Emperor Aurelian, by fear of the repeated attacks of the Goths coming from beyond the Dniester, withdrew his legions and the provincial functionaries, on the other side of the Danube, in the Messia, which he called also Dacia (**Dacia Ripensis, Dacia Mediteranea**).

The Daco-Roman population nevertheless remained on the spot and such is the explanation of the Roumanian people's formation and its continuity in the whole Dacia.

* * *

It has been sustained that the renouncement to the Roman « Transylvania » had not been an official one; the barbarians should have occupied as **federates** the encampments recently evacuated, the two rivers of the Danube remaining Empire Land and the inhabitants of the North getting organized as autonomous « **Romania** ».

« However it may be, for the modern Roumanians, the duration of the occupation is of minimal interest; more essential is the persistence of a Roumanian element, transmitting incessantly to the following generations, the precious charge of the second century of our era; it is the work of Trajan, which obtained, some years ago, its definitive consecration ».

* * *

A few Hungarian historians, beginning by Roesler, more by political as by scientific consideration, have tried to construct a theory, according of which the Romanisation of the Dacian people should have been superficial, whilst Aurelian, retiring his troops and functionaries, provoked at same time the provincials' exodus, so as it has been written by Flavius Vopiscus. Nevertheless, being not able to explain the existence of several millions Roumanians

in these regions, after a period of about 1700 years, Roesler imagined a **return of the Dacian-Roman population in the XII-th. and XIII-th. centuries, from the Balcanic Peninsula towards the Dacia, their ancestors' home**, so as to be able to arrive at the conclusion evidently constrained and opposed to the historical truth, of the deficiency of continuity of the Roumanian people in Transylvania.

If we were to admit Roesler's theory, adopted also by some other Hungarian historians, concerning the « superficial Romanisation » of the Dacians, another natural wonder would then have been produced. The Dacians should have reappeared as a nation, with their language, their national traditions and their culture.

But this founder did not come forth. The Dacians have disappeared as a nation for always; but mixed to the Roman colonists brought by Trajan and under the powerful influence of the dominators' culture, they assimilated very soon, the process of their civilisation being thus accomplished when their land was abandoned by Aurelian.

* * *

The numerous incursions of the barbarians as: the Goths, the Gepides, the Huns, the Slavs, the Kumanes, the Petchenegs, as well as their temporary establishment on the territory of the ancient Roman Dacia, deferred the political organisation of the indigenous population, out of which has been formed the Roumanian people, constituted as a unitarian State.

They developed themselves in this long interval of time, because their area of extension reached, in the Xth. century, the Bug and the Black Sea at the East; the Egean Sea and the mountains of the Olympus on the South; the Adriatic Sea and the Pannonia on the West; the Central Arc of the Carpathe on the North.

THE HISTORY REGARDING THE ORIGIN AND THE CONTINUITY OF THE ROUMANIAN PEOPLE ON THE TERRITORY OF ANCIENT DACIA

All the chronicles of the middle-age — none of them being Roumanian — do mention the existence of the Roumanians on the territory of ancient Dacia and on the Balkanic peninsula, under different denominations: **Volohs, Vlachs, Blachs**, as well as the **Roumanian Lands and Countries**.

* * *

Nestor's russian chronicle (X-th century) is talking of the **Volohs** (Roumanians) who were established a long time before, in the regions they are living today, in the epoch of the Hungarian invasion in Panonia.

* * *

In the chronicle of the anonymous notary of King Bela of Hungary, of the XIII-th century, there is stated that there existed a native, Roumanian population, before the arrival of the Hungarians in Panonia, and statement is made too of the Roumanian principalities and dukedoms, between the Tisza and the Carpathes mountains.

* * *

The Hungarian chronicler **Simon of Geza**, of the XIII-th century, is also stated the presence of the Roumanians in the same countries, previously to the Hungarian invasion.

* * *

The anonymous chronicle of 1308 («**Anonymi Descriptio Europae orientalis**») — attributed to a catholic clergyman — is talking about the Roumanians of Panonia encountered by the Huns (Hungarians) at their arrival in this country, («**Blachii ac pastores Romanorum**») as well as of the Roumanians of the Balkanic peninsula, who are **of the same Romanian origin**.

In the «**Nibelungenlied**» («**Song of the Nibelungs**») of the middle-ages, there are mentioned, among peoples: Russian, Polish, **Valachs** (Roumanian), Kie-wish and Pecenegs — and among the princes arriving at Atila's court, the prince of Valachs.

* * *

In «**Chronicon pictum Vindobonense**», «**Chronicon Poseniense**» as well as in the writings of Thomas of Spalato of the middle-ages, of Ricardus, Odo de Deogilo and others, is found the confirmation of King Ela's anonymous chronicler, as well as those of the other Hungarian chroniclers regarding the continuity of the Roumanian people on the territory of ancient Dacia.

* * *

In a patent of 1222, Andreas II, King of Hungary, decided, that the Teuton knights of the «**Tzara Barsei**» (region of Barsa, near Brashov) as well as the Saxons, should pay no tribute on their passage through the country of the Secules, or the **country of the Roumanians (Terra Blachorum)**.

* * *

Later, during the XV-th century, **Bonfinius**, secretary of Matheus Corvinus, King of Hungary, wrote that the Roumanians of Transylvania are the direct descendants of the legionaries and colonists, who settled down on the orders of the emperor Trajan in Dacia; their language, which resembles Italian, proves it.

Scientifical criticism has rejected the theory of Robert Roesler, regarding the absence of continuity of the Roumanians on the territory situated between Tisza and the Carpathes, because of its lack of seriousness and as being in contradiction with historical truth.

CZECHOSLOVAKIA : European parliament draws the lesson - a strengthened community

The European Parliament on October 1 unanimously condemned last August's occupation of Czechoslovakia by the Soviet Union and four other Warsaw Pact members. East Germany, Poland, Hungary and Bulgaria.

In a resolution expressing its admiration for the pride and unity shown by the people of Czechoslovakia, the Parliament called for the withdrawal of the occupation troops and recognition of Czechoslovakia's political independence, and addressed "a new and pressing appeal to the [Community] member states' governments to overcome the obstacles that block the strengthening of the European Communities and the unification and security of Europe."

Opening the debate, the Chairman of the Parliament's Political Committee, Mario Scelba (Italian Christian Democrat), said it was not enough to express solidarity with Czechoslovakia; concrete initiatives were necessary. He urged in particular a closer political union of Europe; only in this way, Sig. Scelba said, could Europe make itself heard.

Speakers representing the Christian Democrats, Socialists, Liberals and Gaullists all joined in calling for a strengthening of the Community as an important first step to reaching a true détente. For the Gaullists, Michel Habib-Deloncle stated that, while he agreed with this objective, he believed it should be reached by ensuring Western Europe's independence of the two world blocs.

MARTINO ON USE OF FORCE

In the first public statement by a Commission member on the Soviet occupation of Czechoslovakia, Edoardo Martino said that aggression had been committed by Russia and its four satellites against a socialist country which only wanted to remain master of its own destiny and to develop a socialist but at the same time humane framework. This act had aroused the unanimous indignation of world opinion and was condemned by the European Parliament.

The Soviet use of force had dealt a blow to détente. For some ten years, the Soviet Union had seemed to be engaged in a policy of peaceful co-existence. The events of last August could not be considered as a mere incident on the road to détente, and one had to ask whether what had happened in Prague did not lead back to the cold war.

Russia's insistence on re-establishing censorship in Czechoslovakia might lead to the belief that it feared the free flow of information. But did one country really invade an ally to suppress this freedom, Sig. Martino asked. The truth was more complex and could be attributed to two main reasons. First, the Kremlin feared the political consequences of what it considered a too rapid decentralization of decision-making and economic management. Russia, Poland and East Germany were not ready for such reforms, even if there was more open discussion in Communist countries about the organization of a centralized and bureaucratic society.

The second reason was the political and strategic fears inspired by the success of Western good-neighbour policies, particularly those of Bonn. The contacts that had taken place to establish normal relations between Bonn and Prague, and Prague's interest in Western investments had, it seemed, been interpreted as a menace for the cohesion of Comecon and the Warsaw Pact. If this interpretation were true, Western Europe's freedom of action was limited. Sig. Martino thought the West's response should not be merely negative, correcting a supposed strategic disequilibrium, but also positive, creating the condition for a global negotiation with the East that might liquidate the remaining frictions of two European civil wars. Russia regarded Western Europe's present political fragmentation as a sign of political instability, it did not consider Western Europe as an eligible negotiating partner. "If we believe that the agreement between West and East should be a global action in which the European countries and people are the most interested, the whole of Western Europe should take the initiative and the responsibility as soon as possible." Sig. Martino concluded.

Previous news about the struggle of the Czech intellectuals to obtain more freedom for their people

Pavel Kohout, who was censured by the party for his part in the revolt at the Fourth Writers' Congress last June, comments on some possible changes in attitude in Czechoslovakia. Excerpts from 'Literarni Listy' (Prague), March 7, 1968.

One of the deputies to the Minister of Culture and Information said to me late one night recently: "I read the first issue of *Literarni Listy* and was disappointed by your loyalty. I use much stronger language at meetings of party activists".

I was pleased. It is good to know that you are living at a time when new fighters are springing up throughout the country like mushrooms after the rain. They come to enrich the lifeblood of the nation with explosive new ideas that have been fermenting in them for all these years—while they kept following orders in a disciplined manner, with fists clenched and often against their better judgment.

The situation has changed now. Even those in positions of responsibility may now call for democracy:

— Comrade Jaroslav Hes [former Stalinist head of the Central Committee's ideological department and editor of its cultural weekly, *Kulturni Tvorba*] will be successful and his thesis—that the achievements of our socialist road were discredited at the writers' congress [last year]—will be reconsidered.

— Comrade Adolf Hradecky [former head of the journalists' union and editor of its bi-weekly, *Reporter*] will subject to crushing criticism the last congress of the Association of Journalists at which he presided.

— Comrade Jan Fojtik [a Stalinist publicist] will let us drink from the clear well of modern Marxism, which he has guarded with such vigilance.

— Comrade Pavel Auersperg [Hes's harder-line successor as head of the Central Committee's ideological department—now dismissed] will energetically root out the party's incorrect methods of guiding culture, which he recently helped to establish.

— The Central Administration of Publications will see to it with firmness that the newspapers and publishers print every manuscript in turn, according to when it is received.

— The Ministry of the Interior will see to it that student demonstrations take place at least once a month; absentees will be brought to

the demonstration points by the police, who will show no mercy in the use of their powers.

— The Minister of Culture will order an end to Russian lessons by television and replace them with a program that will be called "I Can Poke My Nose into Anything".

— All decisions passed unanimously will be automatically invalidated and the guilty organizations disbanded.

— Rude Pravo [organ of the Central Committee] will run a nationwide contest for the most courageous criticism of [ex-President and First Secretary] Antonin Novotny by party activists and officials.

— The progressive forces of the Czechoslovak Writers' Union will at last call the Fifth Congress, which will emphasize the historical importance of the Fourth Congress. This will create a number of complications.

— Writer Ivan Klima [expelled from the writers' union for his activities at the Fourth Congress] will propose the introduction of censorship before publication [a practice now abolished].

— Author Antonin Liehm [expelled along with Klima] will request that the law of supply and demand should be respected in the sphere of the arts.

— Writer Ludvik [expelled with Klima and Liehm] will make an impassioned speech about the need to tighten authority to preserve socialist society.

— Comrade Jiri Hendrych [the party's former chief ideologist—now disgraced] will walk out of the congress. On his return, he will announce firm measures: authors Vaculik, Klima, Kohout and [noncommunist] Vaclav Havel must be struck from the list of [union] candidates [as happened last June], the last-named for suggesting that the rehabilitated periodical *Tvar* [the organ of the younger writers, originally closed down for political non-conformism] should be discontinued.

— Author Kohout will be given a further reprimand, this time without warning. Writers Vaculik, Klima and Liehm will again be expelled from the party, while writer Havel will be forced to join it.

— At the initiative of philosopher Karel Kosik, Professor Eduard Goldstucker, chairman of the writers' union, will burn himself publicly in Old Town Square [in Prague], while a group headed by the Minister of Justice will sing "Liberté, Liberté chérie".

I do not dare to foresee what the next developments will be, but one thing must be admitted by even the worst pessimist: a great time lies ahead for us all—unless something else bars our way again.

Also, behind the facade of unanimous acceptance of this noble and praiseworthy program there loomed from the onset, the perfidy of a totalitarian-minded and tyrannical doctrine. The leaders of the Communist regimes did not aim to bring to humanity the gift of happiness in freedom. They launched a concerted effort to subjugate the part of the world that had remained free.

The striving for a better future as "a common standard of achievement" fell from the beginning under the fire of cross-purposes. Let us look at the factual development of the struggle for the implementation of the principles of the Universal Declaration.

THEORY AND PRACTICE

The human rights and fundamental freedoms enumerated in the Universal Declaration fall into three categories: political rights; economic rights; and cultural rights. All of them are important and essential. The enjoyment of political rights, however, is a basic prerequisite because only the full exercise of these rights guarantees effective control by the citizenry of the affairs of the community as to ensure enjoyment of all other rights and freedoms. A stable and orderly system of democratic government and an open society can be established only on the basis of these rights.

The denial or restrictions of human rights in East-Central Europe is a matter of both law and practice. The constitutions of the Communist-ruled countries contain nominal provisions safeguarding a number of human rights. In reality, however, these rights are so hedged with restrictions as to become meaningless. De facto discrimination against the majority of the population is maintained by rigid rules impinging on the right to free expression of opinion, and freedom of peaceful assembly and association.

Elections are conducted on a single-slate basis, with candidates for elected offices nominated not by groups of citizens freely associated, but officially approved by the ruling minority — the Communist party. The nominations are made by Communist-sponsored and directed organizations, in most cases called the National Front. Any political opposition so essential to the normal process of checks and balances is banned, and no political party is permitted except the Communist party and a few satellite "peasant" or "liberal" parties. In this way, the constitutionally

guaranteed universal suffrage is limited to the right to vote for the official list of candidates, with the right to run for office thus severely curtailed. This situation, which has existed in the countries of East-Central Europe since the take-over by the Communist regimes, continues unchanged. Therefore, although elections in those countries are held at regular intervals as provided for in the provisions of Article 21 of the Universal Declaration, they are not genuine in the meaning of the provisions of the same Article. In fact, they deny the people the right to take part in the government of their countries directly or through freely chosen representatives.

The denial of fundamental rights and freedoms in East-Central Europe is the inevitable result of Communist Domination. The Communist doctrine is based on one-party dictatorship. In such a system, there is no room for individual rights and freedoms, for democratic institutions, and due process in accord with the will of the majority. A certain easing of Communist pressure on the captive peoples has recently been in evidence. Police terror has been considerably relaxed, there is greater freedom of movement, and the living standard is modestly improving. The rigid dependence on the dictates of Moscow has given way to somewhat greater autonomy in the management of internal affairs. Yet there has been no essential improvement as regards the rights of individuals. The one-party system remains in power, and by its very nature it must deny the individual the fundamental freedoms. The methods of coercion and pressure have changed, but the average citizen who is not a member of the privileged group of the Party and the bureaucrats is as much at the mercy of the Party and government organs as ever. Tight police control over the population is maintained. The climate of psychological intimidation and general uncertainty persists throughout East-Central Europe.

It must be noted at the same time that the people — although unhappy and depressed — are not accepting their lot with hands down. The stubborn silent and mute resistance is constantly sustained by the hope that pressure on the regime from within will bring the desired change in time, as happened in part in 1956.

Ferment and revolt against the corruptive and self-perpetuating class in power are brewing among intellectuals — both within and outside the Party in the captive countries and even in the Soviet Union itself.

THE VOICE OF VACULIK

This assessment of the political situation and

the mood and attitude of the people in the captive countries is strengthened by the opinion expressed at the Prague meeting of the Czechoslovak Writers Union by the writer Ludvik Vaculik — himself a Communist and a Party member. His speech has recently been published by the Swiss Weekly *Weltwoche*.

Vaculik discusses the problem of the relations between governing authorities and the governed nation. He tries to confront the Communist system of government with common sense. He remarks that in the democratic system there are measures aimed at restricting of state authorities. These restrictions hamper the process of government to a certain degree, but they protect the governed against the unlimited power of the authorities. That norm applies not only to the capitalistic governments but to the Socialist ones as well. If the government cannot be brought down by the will of citizens, then the citizens fall. It is true, Vaculik says, that the government no longer kills or jails all opponents, but it is sufficient if the repressions are applied to only a small part of the people. It results in intimidating the rest. All then feel frightened, become politically indifferent, and begin to be interested only in their own affairs. It creates a situation which the people on the other side of the Iron Curtain simply do not understand. As a Communist, he knows that criticism of the Party is not permitted in the presence of non-Communist; the Party identifies itself with the government and speaks on its behalf.

Vaculik points out that if the governing body has unrestricted power and is in itself an exclusive and self-perpetuating group, the citizens lose self-respect and cease to consider themselves as citizens. It is true especially for the younger generation, with no experience of the past to draw on.

The writers, Vaculik argues, demand the freedom to criticize the activities of the government. It is necessary, if merely for the reason that the government mends its ways only if it meets with resistance. Arguments alone have no impact.

If the writers, artists, and scientists ask for their rights, thus indicating that all is not well, why should not the workers, the peasants, employees or engineers, also have the same right? Freedom exists only where there is no need to talk about it. The ideal government is one, Vaculik concludes, which can be identified with the mass of citizens. The prewar Czechoslovakia may not have been an ideal state, but it

was a genuinely democratic one, with considerable understanding for social justice. Now, after twenty years, the situation in the field of economics and culture not only has not improved but has even deteriorated.

NATIONAL SURVIVAL AT STAKE

Within this framework of an outright denial of political rights, there is little wonder that other human rights enumerated in the Universal Declaration are curtailed, restricted, or denied. There is no defense or recourse against the arbitrary Acts of governments. The creation of a proper machinery for enforcing the observance of the right has for years been under discussion in the United Nations.

Full enjoyment of human rights is absolutely essential for a normal development of nations in all respects — spiritual and material. The denial of rights can be conducive to a slow destruction of a common national culture and the human dignity of individuals.

The very survival of nations is at stake. This fact is eloquent enough to explain the importance of a general recognition and observance of human rights and their restoration without further delays to those who are illegally and amorally being deprived of their benefits.

Of course, the full restoration of human rights in East-Central Europe can be achieved best, if not only, by a change of the system of government. That should be accomplished in accordance with the will of the people. Therefore the most important right to be restored is the right of self-determination. The peoples of the captive countries desire and clamour for it. And they should be helped.

The Communist regimes are morally obligated to observe the rights enumerated in the Universal Declaration by the fact of a unanimous acceptance and signing of the Declaration, and formally by contractual obligations contained in international treaties signed by them during and after World War II.

Unfortunately, solemn agreements have meant little to the Communists, and Party leadership considers moral obligations as semantic inventions of the bourgeoisie. Instead, the Communist aim at a systematic destruction of the national character and identity of the nations they dominate.

The people of the free world, remaining true to the expressed principles of their government of freedom for all, should contribute to the task of helping the captive peoples regain their freedom and national sovereignty.

UNE LANGUE POUR L'EUROPE ...



*VILLA MONDRAGONE, siège du Centro Integrazione linguistica Euratlantica:
la fontaine du parc.*

Toujours à propos d'un problème qui nous intéresse particulièrement, celui d'une langue pour l'Europe, nous publions la lettre que le Père Emanuele Argentieri, Directeur du Centro Integrazione Linguistica euroatlantica, a bien voulu nous adresser.

Votre article « Une langue pour l'Europe unie » paru dans le BULLETIN de juillet, me paraît être tout ce que je pouvais attendre de mieux. Vous écrivez en effet: « Parmi toutes les initiatives entreprises... le plan... pour une intégration linguistique euroatlantique nous paraît le moindre mal ».

Le 12 juin vous m'aviez écrit d'avance que « le signataire de l'article (dont la Redaction avait fixé la parution au numéro de juillet) n'était pas entièrement d'accord avec mes propres thèses »: mais, après avoir parcouru avec attention les deux pages de votre article, je n'y vois pas de divergences profondes avec mes idées.

Peut-être l'auteur de l'article a-t-il modifié les opinions qu'il avait tout d'abord conçues. Peut-être aussi — et cela me paraît plus vraisemblable — votre lettre faisait-elle allusion aux deux passages suivants de l'article lui même:

« C'est pourquoi, auprès de la langue mère irremplaçable, la création d'une langue véhiculaire semble indispensable ».
et encore:

« Fondre les diverses langues européennes en une seule, en vue de la constitution d'une fédération des Etats Européens ».

Du premier de ces passages on pourrait conclure que la langue produite par le mouvement d'intégration ne devrait pas s'enfoncer en profondeur dans les peuples, pas plus qu'une langue simplement véhiculaire.

Du second, on pourrait déduire que la langue finale envisagée devrait être limitée à

LA CRISE MONÉTAIRE FRANÇAISE

Contrairement aux bruits qui ont couru dans les derniers jours de novembre, le franc n'a pas été dévalué. Quand l'alarme était à son comble, quand déjà les journaux français eux-même avaient annoncé la dévaluation comme certaine, le général de Gaulle a prononcé une allocution « coup de théâtre » dont nous donnons ci-dessous quelques extraits.

ORIGINES ET CAUSES IMMÉDIATES DE LA CRISE: LES DESORDRES DE MAI ET LES AGISSEMENTS DES SPÉCULATEURS.

« La crise monétaire traversée par la France est la conséquence de la secousse morale, économique et sociale qu'elle a subie à l'improviste aux mois de mai et de juin derniers, faute que la coopération de tous les participants ait pu remplacer à temps la lutte stérile des intérêts. Quant, au milieu de la concurrence mondiale, un pays — je parle du nôtre —, qui était en état de croissan-

te prospérité et qui disposait d'une des monnaies les plus fortes du monde, a cessé de travailler pendant des semaines et des semaines. Quand on l'a longuement privé de trains, de navires, de transports en commun, de produits miniers, de communications postales, de radio, d'essence, d'électricité, quand, pour échapper à la mort par asphyxie, il a dû d'un seul coup imposer à son

(suite de la p. 11)

l'Europe seulement, à l'exclusion des pays Occidentaux de l'autre côté de l'Atlantique.

Mais de telles déductions ne découlent pas nécessairement des passages signalés. En effet, si la langue « européenne » reste ou non simplement véhiculaire, cela dépendra de la pression (démographique, psychologique, culturelle, etc.) qui sera exercée par l'Asie vers l'Europe, et de l'attention correspondante qui sera donnée par l'Europe à l'Asie. Dans un avenir prochain où la Chine à elle seule comptera autant d'habitants qu'il y en aura dans l'Occident euro-américain tout entier, il semble plutôt que les Occidentaux seront contraints par la nécessité à étudier les grandes langues non-occidentales (chinois, hindi, russe, arabe...) et par conséquent à se soucier moins des langues « nationales » d'aujourd'hui. Celles-ci disparaîtront le jour où l'on aura fait l'intégration.

Quant à une langue « européenne » au sens

exclusif que les Européens ne devraient pas se soucier de garder les liens très étroits qu'ils ont maintenant avec l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud: cela dépendra aussi de la même pression, venant de l'extérieur, et de la même attention, portée vers l'extérieur du monde occidental tout entier. Qu'on nous laisse souhaiter, cependant une langue unique pour tout l'Occident, au grand avantage de tous les habitants du monde!

Votre article est très juste, très humain et partant très vrai. Il découvre le point du quel tout dépend. « Il faut que les auteurs de l'intégration soient à la fois gardiens des traditions culturelles du passé et artisans de la culture de l'avenir ».

Que cette nécessité — très réelle — soit vivifiée par l'élan mystique chrétien qui cherche l'unité de la charité dans le Christ! L'intégration des langues est en effet oeuvre divine.

Avec mes hommages distingués.

(P. Emanuele Argentieri S.J.)

économie des charges salariales énormes, écraser son budget de dépenses soudainement accrues, épuiser son crédit en soutiens précipitamment prodigués aux entreprises devenues défaillantes, rien ne peut faire que ce pays-là, même s'il a su s'arrêter au bord du gouffre, retrouve aussitôt l'équilibre.

Mais, jusqu'à ce qu'il l'ait retrouvé, rien ne peut empêcher qu'il y ait, au dedans et au dehors, nombre de gens qui suspendent la confiance qu'ils avaient en lui et tâchent de faire passer leurs intérêts à eux avant l'intérêt public. Naturellement, c'est la monnaie nationale qui risque alors de faire les frais de cette odieuse spéculation.

A force d'expériences fâcheuses

Cependant, en dépit du mauvais coup qui lui avait été porté, notre économie s'est ressaisie. Le travail a repris partout. L'expansion se développe de nouveau. Le commerce extérieur s'accroît. Cela, grâce au ressort naturel de notre peuple et à certaines mesures appropriées. D'autre part, les Etats les mieux pourvus viennent de nous ouvrir des crédits considérables qui peuvent encore être augmentés et qui s'ajoutent aux réserves qui nous appartiennent en propre. Enfin, on voit venir le jour où, à force d'expériences fâcheuses, le monde entier sera d'accord pour établir un système monétaire impartial et raisonnable mettant chaque pays — dès lors qu'il le méritera —, à l'abri des mouvements subits et absurdes de la spéculation.

Bref, nous avons, en toute vérité, pour le présent et pour l'avenir, tout ce qu'il faut pour achever le rétablissement commencé et repasser en tête du peloton.

Sans recourir à la dévaluation

C'est pourquoi, tout bien pesé, j'ai, avec le gouvernement, décidé que nous devons achever de nous reprendre sans recourir à la dévaluation. Dans la situation à la fois troublée et pleine d'espérances où nous nous trouvons aujourd'hui, une pareille opération

risquerait fort d'être, non pas du tout un remède, mais l'artifice momentané d'une ruineuse facilité et la prime payée à ceux qui ont joué notre déclin. Mais, à côté de certains concurrents qui sont, eux, très actifs et en très bon ordre, le maintien de notre monnaie exige absolument que nous nous remettions, à tous égards et dans tous les domaines, en équilibre complet.

Pour maintenir l'ordre public

Au point de vue de l'ordre public — car la crise est survenue à partir du moment où il avait été troublé et ne cessera pas si l'on peut douter qu'il soit désormais maintenu —, les mesures voulues doivent être prises pour que c'en soit dorénavant fini, aussi bien dans nos facultés et nos écoles, que dans les rues de nos villes et sur les routes de nos campagnes, de toutes agitations et exhibitions, de tous tumultes et cortèges, qui empêchent le travail et scandalisent les gens sensés et pour que chacun de ceux qui ont un devoir à accomplir, une place à tenir, une fonction à remplir, le fasse consciencieusement.

Un grand peuple exemplaire des temps modernes

Françaises, Français, ce qui se passe, pour notre monnaie nous prouve, une fois de plus, que la vie est un combat, que le succès coûte l'effort, que le salut exige la victoire. Si, comme nous le pouvons et comme nous le devons, nous gagnons celle-ci en y participant tous ensemble, alors nous serons en mesure de mener à bien, comme il le faut, les transformations, les réformes, les progrès, qui feront de nous, à coup sûr, un grand peuple exemplaire des temps modernes. Car à travers nos épreuves, quelles qu'elles soient et quelles qu'elles doivent être, voilà le but national.

Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

*Une victoire
mal accueillie*

...et Nixon, deux fois perdant, à la tête de la Maison Blanche.

C'est avec ce titre que le Daily Sketch du 7 novembre a salué la victoire de M. Nixon. Sur une double page, à l'intérieur du journal, la cloche d'alarme était tirée par un titre étalé en gros caractères: *Il adoptera une ligne plus dure avec les rouges et la Grande Bretagne.* Selon le Daily Sketch, le Président Nixon n'appuyera nullement la politique de retraite militaire et de socialisme économique de l'Angleterre.

La manière presque hostile dont le Daily Sketch a accueilli la victoire de M. Nixon est en fait celle de toute la presse écrite et parlée britannique du consensus wilsonien. Tous les journaux ont mis en évidence trois éléments qui caractérisent la victoire de M. Nixon: 1. M. Nixon est plus connu au monde comme un perdant de mauvaise humeur; 2. il sera hostile à la politique économique de l'Angleterre; et 3. il sera un président sans beaucoup de succès à cause de la majorité démocrate au Congrès et du vote populaire qui lui a été refusé.

Pour le Daily Mirror, il n'aura que de la *frustration* et de l'*humiliation* de la part du Congrès; il ne réunit même pas autour de lui tous les Républicains; il est l'homme de la grande finance; il n'est pas modeste dans les négociations internationales; il s'entendrait plutôt avec le Général de Gaulle; il est vague dans sa politique générale; il n'a pas d'imagination; il a un mauvais tempérament et il s'est avéré un mauvais perdant. Le journal espère ironiquement que M. Nixon ne sera pas un gagnant encore pire.

Pour le Daily Mail, la victoire de M. Ni-

xon a été une *victoire amère*. Un grand titre pose la question: *Est-ce que M. Nixon se trouverait capable de gouverner?*

Le doute, l'ironie, la déception, sont en effet les seuls éléments remarquables de l'accueil que la presse anglaise a réservé à la victoire de M. Nixon. Ni *Daily Telegraph* ni *Times* ni *The Guardian* n'ont fait exception et comme pour hausser le ton de l'appréhension de toute une presse noyée dans la vase du libéralisme internationaliste d'Angleterre, deux ou trois jours plus tard le *Daily Express* lançait ce titre: *Réussiront-ils à tenir Nixon en vie pendant quatre ans?*

Le soir même de la victoire, un membre du gouvernement anglais reconnaissait qu'il n'y avait pas grande affinité d'idée entre M. Wilson et M. Nixon et que cette victoire n'était pas pour réjouir les Travailleurs qui comptaient sur l'amitié de M. Humphrey. Il faudrait peut-être ajouter que la presse britannique nous a déjà donné l'écho de l'inquiétude dans les milieux gouvernementaux au sujet de M. Freeman l'ambassadeur nommé à Washington, qui devrait prendre possession de l'ambassade britannique aux Etats-Unis en janvier. Il arrive que M. Freeman, du temps où il n'était que journaliste, avait fait des remarques et des commentaires très désobligeants à l'adresse de M. Nixon et maintenant, sa nomination agréée par l'Administration Johnson, il aura à présenter ses lettres de créance à M. Nixon.

Pour ceux qui ne savent pas que la presse britannique se trouve aujourd'hui presque complètement sous la férule d'une minorité libéraliste de tendance cosmopolite et internationaliste, l'accueil réservé à la victoire de M. Nixon pourrait paraître surprenant. Il en va autrement si l'on sait que le progressisme dévergondé gauchiste d'Angleterre a monopolisé tous les moyens de propagation des idées coupant ainsi tout contact réel entre la direction du pays et les masses populaires.

*Fossé entre la
nation et la
"minuscule minorité"*

C'est à propos du fossé qui existe entre la *minuscule minorité* qui monopolise le pouvoir et les moyens de communication avec les masses et la nation, qu'il est intéressant de retenir la dénonciation faite par M. Enoch Powell, samedi le 16 novembre dans un discours prononcé devant les assises du Rotary Club à Eastbourne.

Traitant du problème racial créé par l'immigration des gens de couleur en Angleterre, pour la deuxième fois en sept mois M. Powell a dénoncé l'effort fait par cette « minuscule minorité » de museler le peuple et de le berner quant aux dangers auxquels il est exposé par l'immigration continue des afro-asiatiques en Angleterre. A ce sujet, M. Powell a dénoncé « le fossé entre la grande majorité du peuple à travers le pays d'un côté et d'un autre côté la minuscule minorité avec un quasi-monopole sur les moyens de communications avec les masses, minorité qui paraît déterminée à ne pas faire face aux réalités et qui recourra à n'importe quel subterfuge ou n'importe quelle extrémité pour se berner elle-même et pour berner les autres ».

Le week-end du 17 novembre a été le week-end de M. Enoch Powell. Toute la presse a repris son discours et à travers le pays entier son nom a, de nouveau, résonné dans le cri d'espoir d'une nation humiliée chez elle et blessée dans sa fierté traditionnelle. Ouvriers, étudiants, cadres et employés, prolétaires et petits-bourgeois, tous s'accordent à regarder M. Powell comme le chef naturel des Anglais.

*Discussion à bâtons
rompus avec*

M. John Biggs-Davison

Il est plus connu dans les milieux européens que par les masses anglaises. M. Biggs-

Davison, député consciencieux de Chigwell dans le comté d'Essex, est un des collaborateurs de notre Bulletin et un grand activiste de la cause européenne.

Dans les « corridors du pouvoir » à Westminster, M. Biggs-Davison fait figure de grand idéaliste européen. Pour lui, le parti conservateur — car il est conservateur — doit d'abord être européen. Le temps de la combine politique est révolu. C'est pourquoi, à la Chambre aussi bien qu'en dehors il jouit du respect de ses confrères et de ceux qui l'approchent, un respect dont beaucoup de leaders conservateurs d'aujourd'hui seraient plus que fiers.

Je l'ai rencontré un soir à Westminster entre deux débats et nous avons, bien entendu, passé au crible l'Europe, notre passion commune.

M. Biggs-Davison est ce que l'on pourrait appeler un patriote anglais, mais pour mieux définir sa nature on devrait dire qu'il est Anglais traditionaliste. Il est conscient du fait que, pour entrer dans la Communauté européenne, l'Angleterre doit consentir les sacrifices que tout pays ci-devant colonial doit consentir afin de mettre sa philosophie politique, sociale, économique et administrative à l'heure de l'Europe.

Un point commun avec les dirigeants français: M. Biggs-Davison ne confond pas l'Europe avec le Marché Commun. Il croit avec les dirigeants français que l'Angleterre peut bien prouver son européisme sans que pour autant faire partie du Marché Commun.

Le Marché Commun? — Non, évidemment, ce n'est pas un marché purement et simplement. L'Angleterre a besoin de cadres, de réformes et d'adaptation pour pouvoir y jouer le rôle utile dont elle est forcément capable.

J'ai trouvé chez ce député anglais la droiture, la simplicité et l'esprit ouvert que l'on trouve seulement chez les Anglais traditionalistes qui n'ont pas rompu les liaisons historiques avec l'Europe, justement à cause de leur traditionalisme authentique.

La sonnerie qui annonçait la discussion sur la réforme des Lords, réforme que M. Biggs-Davison trouve contraire à l'esprit anglais, m'a empêché de continuer ou de fixer sur le papier tout ce qui a été dit d'in-

téressant sur l'Europe, mais j'ai retenu que l'europhisme a en M. Biggs-Davison un activiste enthousiaste et efficace à Westminster.

Vers un

Diktat

anti-européen

Le plan de M. Harmel, ministre belge des Affaires Etrangères, de lier étroitement l'Angleterre aux cinq partenaires de la France, en dehors de la Communauté européenne, a fait plus de mal aux Anglais que tous les soi-disant «vetos» français ensemble. Ce plan a favorisé un renouveau d'euphorie anti-européenne et anti-française de ce côté-ci de la Manche.

Chez ceux qui n'ont rien appris et rien oublié et qui n'ont pas abandonné l'idée de diriger un jour l'Europe occidentale comme un marché de bétail réservé à l'usage des Anglo-Saxons, le plan de M. Harmel prend les proportions d'une reconnaissance de la supériorité anglaise. Le fait que cinq pays paraissent être prêts à établir des liaisons étroites spéciales avec l'Angleterre dans tous les domaines essentiels, apparaît ici comme la preuve irréfutable que l'Angleterre est en fait reconnue comme le leader naturel de l'Europe occidentale. L'importance de la Communauté n'apparaît que secondaire aux yeux des cinq comme aux yeux des dirigeants anglais. C'est exactement ce que la presse anglaise essaie d'expliquer depuis quatre ans. Un article jubilant dans le Daily Telegraph du 23 octobre reprend cette idée et montre avec satisfaction que M. de Lipkowski, ministre français s'est plaint du «terrorisme diplomatique» au sein de la Communauté. Le journal confirme la «terreur» et paraît très fier de la force déployée par la diplomatie de M. Wilson fortement appuyée par les Conservateurs. L'impression que le plan de M. Harmel a permis à M. Wilson de prendre enfin l'initiative en Europe, domine les cercles politiques travaillistes et conservateurs, à l'exception, bien entendu, de M. Enoch Powell et ses amis politiques, qui ont toujours été et qui resteront les amis sincères de l'Europe.

Pour les milieux anti-français de Londres, le plan de M. Harmel est la confirmation du succès de la diplomatie anglaise et de l'isolement de la France. Le Daily Telegraph du 23 octobre voit dans l'intervention de M. de Lipkowski à Rome, la «peur de l'isolement» qui saisit le gouvernement français. Pour

ce journal, de tendance conservatrice d'ailleurs, il n'y a pas de doute quant aux liaisons étroites entre l'Angleterre et les cinq: elles s'accompliront quoique la France en pense ou fasse et le résultat sera l'isolement de la France dans la Communauté même. Mieux encore, dans le même journal, Lord Gladwyn publie une lettre le 26 octobre sous le titre significatif: «*La France isolée par elle-même: vers une unité européenne plus large*». Pour Lord Gladwyn, la France s'isole elle-même si elle n'accepte pas de se ranger sur la position dérisoire que l'Angleterre lui propose avec générosité. Selon lui, l'initiative appartient désormais à la diplomatie anglaise et le plan Harmel en est le résultat. Lord Gladwyn démontre avec enthousiasme que l'isolement de la France, fait accompli, est imputable à elle-même à cause du fait qu'elle refuse de «*participer à ces initiatives*», car comme l'éminent Lord affirme dans le vieux style impérialiste, «*nous devons tous faire le progrès que nous pouvons.*», cela voulant dire, même si notre progrès signifie la désintégration de la Communauté européenne.

Dans notre numéro de Mars dernier, nous avons déjà fait état d'un article publié le 19 janvier dans le Daily Telegraph par Lord Gladwyn. Il s'agit maintenant, dans sa lettre du 26 octobre de la même doctrine: la désintégration de la Communauté européenne et la constitution d'une union européenne sans la France, avec l'Angleterre comme leader incontestable. Voici que dans sa lettre, l'éminent Lord revient avec précisions, encouragé, sans doute par le plan Harmel.

« En d'autres mots, il serait inutile et dangereux de croire que nous pouvons entrer dans «l'Europe des Patries» du Général de Gaulle, ou que cela marcherait si des fois nous y entrons ».

mais il finit par avouer:

« un système basé sur une sorte de double hégémonie ne pourrait, évidemment pas marcher du tout ».

C'est en effet sa doctrine. Il est fermement convaincu qu'à l'heure actuelle la France exerce une hégémonie sur la Communauté européenne et il ne voit pas comment la Communauté pourrait fonctionner avec une double hégémonie exercée par l'Angleterre et la France ensemble, car il va de soi que selon Lord Gladwyn, si l'Angleterre y entrait ce ne serait que pour être le leader indiscutable. Elle entend donc garder ce privilège pour elle-même en éliminant la France.

Tels sont jusqu'ici les résultats du plan Harmel qui rencontre au point voulu la stratégie diplomatique des travaillistes de Londres et des visionnaires neo-impérialistes à la remorque de M. Wilson.

*Le siège de Londres et
le "bon sens
britannique"... des étrangers*

Sous les yeux de M. Callaghan, ministre de l'Intérieur (car il a assisté à deux reprises) la manifestation contre la guerre au Vietnam a eu lieu dimanche le 27 octobre comme prévu. Une fois de plus, la population de Londres a subi l'humiliation renfermée chez-elle. Fait exceptionnel, aucun maoïste, aucun trotskiste ou anarchiste anglais ou étranger ne s'est plaint des « provocations » de la part de la police. Sept mille policiers ont été mobilisés par le ministre de l'Intérieur avec l'ordre de recevoir les coups, sans broncher, les crachats au visage sans même tenter de s'essuyer et les insultes sans réagir afin de ne pas troubler l'harmonie démocratique traditionnelle britannique. Une photo étalée le lendemain dans tous les journaux montrait au contraire un policier immobilisé par les manifestants, en train de recevoir un coup de pied au visage. Ceci a satisfait tout le monde, c'est-à-dire, le gouvernement, l'opposition, la presse et surtout M. Callaghan qui a déclaré que les manifestants avaient fait preuve de « bon sens britannique ». Ce « bon sens britannique » loué par le ministre de l'Intérieur a cassé beaucoup de vitres, a causé beaucoup de dommage, a blessé une quarantaine de policiers et a laissé derrière lui des ordures qui ont tenu les éboueurs de Londres occupés tout le reste de la nuit de dimanche et toute la journée de lundi. Selon le chef de la police métropolitaine, ce « bon sens britannique » n'a coûté qu'un peu plus d'un demi million de livres et j'en conviens cela aurait pu être pire.

Mais voici que le « bon sens britannique » a fait quelque chose de grave qui ne sera jamais oublié par les Anglais :

en arrivant au Cénotaphe, monument aux morts de Londres, les chefs des diverses bandes ont hissé le drapeau noir sur le monument, ont brûlé le drapeau national et ont foulé aux pieds les fleurs et les couronnes qui se trouvaient là en hommage à ceux qui sont tombés sur le champ d'honneur dans les deux guerres mondiales.

Cet incident n'a certainement pas besoin de commentaire; l'humiliation est trop grande pour les Anglais, mais c'est le « bon sens britannique » loué par M. Callaghan qui mérite des commentaires et ces commentaires seront, sans doute, faits un jour par les Anglais bafoués aujourd'hui par leur propre ministre de l'Intérieur, par le gouvernement, la presse et l'opposition. Les commentaires

seront un jour faits non seulement à propos du « bon sens britannique », mais à propos de toutes les actions diplomatiques et militaires qui amoindrissent aujourd'hui l'Angleterre; à propos des manœuvres diplomatiques indignes qui placent les Anglais en posture d'ennemis de la France; à propos de la duplicité dans la guerre au Vietnam; à propos de la guerre d'extermination au Biafra financée par les Travailleurs au nom des Anglais; à propos des vivres que les Travailleurs envoient cyniquement au Biafra ce qui place le stigmate de l'hypocrisie et la honte sur le front de toute une nation.

En attendant, il est bon que l'opinion européenne sache qui étaient les chefs des bandes qui ont fait preuve de « bon sens britannique », dimanche le 27 octobre. Le Sunday Telegraph nous en a donné une idée et même certaines photos, mais puisque les convenances et les usages démocratiques veulent que nous ne complétions pas ces informations avec des détails sur les aveux ou la nationalité de ces individus assassins de la démocratie, je me limiterai à un aperçu statistique assez éloquent: il y a eu onze chefs de bande. Parmi ces onze chefs il y avait: un Pakistanais, un Indien, un Américain, un réfugié péruvien et au moins trois Irlandais de la République d'Eira. Les quatre autres, à en juger par les photos ou par leurs noms, ne paraisaient pas avoir été baptisés à St. Paul. Pas un seul nom anglais parmi tous ces amis de M. Callaghan. Heureusement!

UN POETE COURONNE

Dans le cadre des manifestations culturelles organisées par « l'Ile des Poètes », dont le siège est à Lyon, un « prix d'honneur Jeanne Evian 1968 » a été décerné à C. MICHAEL-TITUS, professeur britannique.

Rappelons que M. C. MICHAEL-TITUS, né en 1925, a reçu le « Prix Bardet de l'Académie Française, 1965 » pour son volume de poèmes « Mal du Ciel », qu'il est l'auteur du « Cri Muet », recueil de poèmes publié en 1955 et qu'il est aussi un journaliste connu dans les milieux internationaux.

Toutes nos plus vives félicitations à notre éminent collaborateur.

LA REDACTION

A travers l'Europe et le monde

minimum

par A. P. G.

La Transylvanie

Les données historiques de l'article sur la **Transylvanie terre roumaine** publié dans ce numéro ont été tirés du livre du Dr. G. A. Pordea paru récemment en France dans la « Collection Historique » avec une préface de M. Pierre Lyautey Président honoraire de la Société des Gens de Lettres de France.

A juste titre Pierre Lyautey remarque dans sa préface :

« Ce livre vient à son heure. Parmi les maïs et les saules, la Transylvanie est l'un des plus beaux sites de la terre. Bien plus, ce pays est une Cité de l'esprit. En y voyageant, j'ai admiré jadis un journal publié au milieu du siècle dernier, dont le titre était tout un programme : « Feuille pour l'intelligence, le coeur et la littérature ». Aux horizons, on aperçoit les Carpathes et leurs mélèzes. J'ai même escaladé un Mont appelé « Pic du désir et du regret ». Quel défilé de peuples : les Scythes, les Sarmates, les Gaulois, les Romains, car cette terre fut toujours un reliquaire de civilisations.

Cet ouvrage, aujourd'hui, nous décrit les vicissitudes politiques, les luttes nationales, après avoir étudié la géographie et l'économie. Il dégage l'essence des problèmes de la Transylvanie, devenue l'une des clefs de voûte de notre continent. »

Nous félicitons M.G.A. Pordea pour son étude sur la Transylvanie si sérieusement documentée du point de vue historique et si objective. Pour les lecteurs désireux d'entrer en possession de ce petit volume, voici l'adresse de l'auteur : Dr. G.A. Pordea

- 12 rue Lousteau - 64 Biarritz (Basses Pyrénées) France.

Les amis de
M. Kohn-Bendit

Nous avons reçu de M. Philippe Fouché Büchelstrasse 13, Dudweiler (Allemagne) la lettre que nous publions ci-dessous. Notre jeune lecteur a été indigné par l'entrefilet paru dans notre revue en juin à propos des agissements de M. Kohn-Bendit. Il s'exprime avec ardeur... et verdeur encore que ses arguments manquent de clarté comme on pourra en juger :

Messieurs, ayant eu la chance de trouver dans la bibliothèque de l'université le numéro 6 du « Bulletin Européen » de juin 1968, je me permets de vous communiquer la réaction que m'a produit (sic) votre article sur M. Kohn-Bendit. Etant assuré que comme tout littéraire qui se respecte vous acceptez les critiques qui vous sont formulées, j'en viens tout de suite aux faits. Chance (sic). En effet ma conviction d'appartenir à un monde ayant perdu tout sens de l'humour était intacte jusqu'à aujourd'hui et, du haut de mes vingt ans, je ne me connais aucun éclat de rire franc comparable à celui que grâce à vous je viens de vivre (sic). Comment et avec quelle maîtrise pouvez-vous garder votre sérieux d'un bout à l'autre de l'article? Chapeau bas à Monsieur A.P.G.! L'art que vous mettez à faire revivre le sarcasme mussolinohitlérien n'a d'égal, et c'est le drame, que votre bonne foi.

Au fond, que reprochez-vous à M. Kohn-Bendit? D'é-

tre d'origine juive allemande. Monsieur c'est à vous-mêmes qu'il faut vous en prendre. Si, pendant la dernière guerre vous n'aviez pas laissé échapper ses parents vous n'auriez pas ce fléau aujourd'hui. D'être jeune? Je connais de jeunes octogénaires et de vieux adolescents. Si vous vous estimez vieux c'est encore votre faute.

Vous reprochez aux jeunes gens d'avoir des cheveux longs... Jésus-Christ était-il coiffé en brosse? Vous reprochez à ces mêmes jeunes de vouloir dialoguer. Vous allez encore plus loin que ces « matasa », qui, à la recherche d'une bonne conscience confondent participation et paternalisme. On en a marre de votre société. Croyez-moi, nous les jeunes (j'entends les jeunes d'esprit), nous ne sommes ni débiles, ni fragiles. La vérité c'est que nous vous faisons peur, car nous avons bien compris que ce n'est pas avec un gâteau qu'on calme la faim.

On n'en veut pas de votre « morale-gâteau », de votre « argent-gâteau ». Parlez-nous de l'amour de Dieu et on vous citera un passage de la Bible où Dieu met Adam et Eve face à un arbre de la connaissance en leur défendant d'y toucher comme un père enfermant son jeune enfant dans une salle où il y a une poche (sic) de bonbons et lui interdisant d'en prendre. Ce n'est pas de l'amour, mais du sadisme. Et puis, le jour du jugement arrive et ceux qui vous jugeront, contrairement à ce que vous pensez, pardonneront aux faibles et aux innocents, mais pas aux exploités de votre espèce. L'exploitation qui s'appelle tantôt sacrifice à la Patrie, tantôt

télévision ou culture bourgeoise de masse et que vous nommez vertus morales, liberté ou « culture », on n'en veut pas. Le jour où vous irez sous terre, vos bières les emporteront aussi. Je termine ici ma lettre car le dégoût m'envahit. Priez bien pour nous, ça coûte pas cher et ça donne bonne conscience, nous on se permet de se servir de vos soutanes (sic) comme d'urinôirs, ça soulage. Dans l'espoir de recevoir une réponse etc...

...et nous autres

Monsieur Fouché demande une réponse et nous la lui donnons d'autant plus volontiers que ce désir nous touche: même si le « dégoût » de cette société que nous défendons le pousse à commettre, pour « se soulager » (heureux vingt ans que les siens si la chose suffit à alléger ses peines!) les incongruités que l'on pardonne aux moins de cinq ans, nous sommes heureux qu'il se soucie de notre réponse. Ceci montre que nos « soutanes » (symboliques, car rien n'indique que A.P.G. ne porte pas la minijupe...) ont encore pour lui quelque importance. Nous ne refuserons pas le « dialogue ». Nous ne reprochons pas à M. Kohn-Bendit d'être juif allemand, ni aux jeunes de porter les cheveux longs si bon leur chante.

Nous regrettons simplement que les jeunes Français, qui ont une culture et une formation mentale bien à eux, de logique et de clarté, suivent les directives nébuleuses d'un « chef » qui prône les méthodes révolutionnaires surannées de la violence et du van-

dalisme mais n'est pas capable d'exprimer en formules claires ce qu'il veut. Et si nous nous moquons des cheveux longs étalés sur les épaules, chez les filles comme chez les garçons, c'est qu'ils nous semblent et qu'ils sont nécessairement sales, à une époque où l'homme vit au milieu des tubes d'échappement de gaz et des cheminées d'usine. Non, Jésus ne portait pas les cheveux en brosse. Mais il se promenait à dos d'âne dans une nature à peu près vierge et d'ailleurs marchait les pieds nus. On voit que les circonstances n'étaient pas les mêmes et que le parallèle est fallacieux.

Quant à Dieu qui mit à la portée d'Eve et d'Adam un arbre dont ils ne devaient pas cueillir les fruits, il faut y croire ou n'y pas croire, tout simplement; si l'on y croit, on y voit le symbole poétique par quoi la divinité veut rappeler à l'homme les limites de son intelligence et le danger de surestimer son pouvoir. Mais si M. Fouché n'aime pas les symboles, s'il ne veut voir dans la Bible qu'un recueil archaïque de sottises et perverses légendes il est bien libre et nous ne lui en ferons pas grief.

Les « petits d'hommes »

Le problème est ailleurs et M. Fouché l'a fort bien compris. Nous n'aimons pas en effet que l'on reconnaisse aux jeunes le droit d'user et d'abuser de la liberté. La liberté est un bien nécessaire mais dangereux et dont il faudrait savoir se servir. L'homme est bien loin d'en être là, sinon la Terre serait un Paradis. Nous ne prétendons pas que les adultes, les « matusa », les porteurs de soutanes et autres prédicateurs font un usage exemplaire de la liberté, loin de là. Mais quand ils se trompent ils savent ce qu'il leur en coûte. Car ce sont les « adultes » qui paient pour le mal commis dans le monde; ils paient avec leurs angoisses, leurs remords, leur sang bien souvent, leur labeur et leurs fatigues toujours. Et M. Fouché voudra bien admettre qu'il n'est pas juste qu'ils aient à payer non seulement pour leurs erreurs mais aussi pour celles que commettent immanquablement les petits d'hommes tout aussi malins et pervers que leurs pères — c'est la condition humaine — mais encore plus irresponsables et imprudents.

bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI
 Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
 Tél. 671.260

ABONNEMENTS

Italie Lires 2.000 | **Etranger . Dollars 3,-**
Abonn. d'Honneur 5.000 | **Abonn. d'Honneur 10,-**

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile **Universitas Personarum Dragan - Venezia**

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
 STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGSDAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.
